



COORDINATION SYNDICALE DEPARTEMENTALE

CGT DES SERVICES PUBLICS

DU MORBIHAN

Monsieur Mickaël GALY
Préfet du Morbihan
10 Place du Général de Gaulle
56000 VANNES

Lorient, le 24 Novembre 2025

Objet : préavis de grève de 0h à 24h pour les journées du lundi 1^{er} décembre au mercredi 31 décembre 2025 inclus, couvrant l'ensemble des salarié.es et agent.es des communes, département du Morbihan, région Bretagne, établissements publics, office de l'habitat, services et entreprises de l'eau et de la thanatologie

Monsieur le Préfet,

Grâce à notre mobilisation depuis la rentrée, nous avons obtenu l'abandon du vol de deux jours fériés et le décalage de la réforme des retraites. Le Premier ministre s'est engagé, sous la contrainte, à ne pas utiliser l'article 49-3.

Toutefois, les débats parlementaire démontrent que sans la mobilisation du monde du travail, ce budget pourrait avoir des conséquences catastrophiques pour les travailleuses et les travailleurs, ainsi que pour nos services publics et pour l'avenir de notre pays.

La CGT réaffirme son opposition à la destruction de la Fonction Publique et des Services Publics et rejette les projets de loi de finances et celui de la sécurité sociale.

Les débat budgétaires doivent se terminer pour le 23 décembre. C'est donc le moment d'amplifier nos mobilisations nationales et locales pour mettre la pression afin d'obtenir l'augmentation de nos salaires, la justice sociale, fiscale et environnementale dans ce projet budgétaire.

La politique du Président Macron va à l'encontre des intérêts des travailleuses et travailleurs, des retraités, des jeunes et des privé.es d'emploi. Sa politique ne sert que la classe dominante du capital, alimente les divisions ainsi que les idées d'extrême droite.

La lutte contre les idées d'extrême droite est loin d'être gagnée. Nous devons toutes et tous rester vigilants !

C'est le système capitaliste actuel qui nourrit la peur et la haine, qui empêche le partage des richesses produites.

Les politiques anti-sociales, anti-démocratiques et répressives doivent cesser immédiatement !

Coordination Syndicale Départementale des Services Publics du Morbihan

3 Boulevard Cosmao Dumanoir – bât. L'Astrée – 56100 LORIENT

☎ 02 97 83 05 11- ✉ csdcgtmorbihan@gmail.com

Nous voulons gagner l'abrogation de la réforme des retraites et obtenir les moyens nécessaires pour nos services publics. De nombreuses attaques graves contre le monde du travail persistent :

- La suppression de 3000 postes dans la Fonction publique et notamment dans l'Éducation nationale, à France Travail, aux Finances publiques, dans les organismes de Sécurité sociale...
- Le gel du salaire des agent.es de la Fonction publique qui a déjà baissé depuis vingt ans de 23% en euros constants ! La baisse des moyens des services publics notamment des universités, des collectivités territoriales, de la culture, de la santé, de l'action sociale, ainsi que la baisse des dotations aux associations...
- La taxation des malades avec le doublement des franchises médicales qui pourraient atteindre 350€ par personne, l'augmentation des frais de complémentaire et l'explosion des dépassements d'honoraires.
- La limitation à 15 jours des arrêts maladie et à 4 mois des arrêts en accidents du travail/maladies professionnelles (ATMP).
- L'année blanche et le gel des pensions de retraites jusqu'en 2030, ainsi que de toutes les prestations sociales (APL, allocations familiales, bourses étudiantes, AAH, RSA...). Sous la pression, le premier ministre s'est engagé à y renoncer mais nous n'avons aucune garantie solide à ce stade.
- La baisse du budget des hôpitaux et des Ehpad alors qu'ils sont déjà contraints de fermer de nombreux lits.

Alors que les féminicides continuent d'augmenter (5 féminicides pour la seule journée du 20 novembre), aucun budget digne de ce nom n'est alloué à la lutte contre les violences faites aux femmes et les associations qui prennent en charge les victimes de violences voient leurs ressources diminuer.

Les politiques menées ont et auront des conséquences directes sur notre territoire : suppressions de postes dans les collectivités, privatisations, fermetures de services publics, souffrance au travail liée aux managements toxiques.

N'en déplaise à celles et ceux qui gouvernent, une autre appropriation des richesses est possible, nous ne lâcherons rien. Alors nous rappelons au gouvernement les revendications qui sont les nôtres :

- Abrogation de la loi portant contre-réforme des régimes de retraite et retour à la retraite à 60 ans
- Revalorisation de toutes les pensions avec indexation sur l'inflation
- Augmentation des salaires et revalorisation de la valeur du point d'indice à 6 euros immédiatement et son indexation sur l'inflation
- Abrogation du jour de carence et le maintien d'une indemnisation à 100 % des arrêts maladies
- Instauration du 100 % Sécurité Sociale
- Arrêt immédiat des licenciements pour inaptitude physique des agent.es suite à une PPR
- Pérennisation de la CNRACL et renforcement des moyens de celle-ci ainsi que du fonds d'action sociale
- Égalité salariale entre les femmes et les hommes (6 milliards d'euros supplémentaire de cotisations pour notre système de protection sociale)

Coordination Syndicale Départementale des Services Publics du Morbihan

3 Boulevard Cosmao Dumanoir – bât. L'Astrée – 56100 LORIENT

☎ 02 97 83 05 11- ✉ csdcgtmorbihan@gmail.com

- Rattrapage de la baisse du pouvoir d'achat avec 10 % d'augmentation immédiatement
- Abrogation de la loi du 6 août 2019 relative à la transformation de la Fonction Publique
- Refonte des grilles indiciaires permettant un vrai déroulement de carrière
- Respect du dialogue social, des instances et de ses représentants
- l'arrêt des saignées sur les dotations globales de financement des collectivités locales afin de garantir une réponse aux besoins de la population via des services publics de proximité dotés de personnels

Ce qui est aujourd'hui vital, c'est bel et bien de répondre aux besoins des usager-es par le renforcement des services publics territoriaux et de prioriser l'amélioration des conditions de travail et salariales de millions d'agent-es invisibilisé-es dans les discours et les décisions, et qui pourtant permettent de faire fonctionner notre pays.

C'est pourquoi, la Coordination Syndicale Départementale CGT des Services Publics du Morbihan prend une fois de plus ses responsabilités en déposant un préavis de grève de 0 h à 24 h pour les journées suivantes du mois de DECEMBRE afin de permettre aux salarié-es et agent-es de défendre leur santé, leur emploi, pour améliorer leurs conditions de travail :

Les 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30 et 31 décembre 2025

Nous souhaitons que toutes les mobilisations nationales et/ou locales contribuent à peser sur les choix du gouvernement, à faire reconnaître nos droits, à faire reculer les mesures régressives, et à obtenir satisfaction de nos revendications.

Nos organisations syndicales sont disponibles pour ouvrir des négociations sur les revendications ci-dessus. Les syndiqué.es de la CGT continueront de lutter contre la répression syndicale dans les services.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de nos salutations distinguées.

Pour la Coordination Syndicale Départementale
CGT des Services Publics du Morbihan,

La coordinatrice

Nelly Balva

